Les propos du Guide suprême lors de l'audience accordée aux responsables de l'Ordre - 23 /Jun/ 2015

6e jour du mois béni de ramadan de l'an 1436 de l'hégire lunaire
Hosseiniyeh Imam Khomeiny (que son âme repose au paradis)

Grâce au nom de Dieu le Tout-miséricordieux le Très-miséricordieux
Louange au Seigneur des deux mondes, paix et bénédiction au vénéré prophète Abel Qassem al-Mostafa Mohammad et aux Gens de la Demeure
Rappeler aux hommes, les mondes après la vie dans le monde d'ici-bas est un thème récurrent dans les prières et invocations du mois béni de ramadan ; rappeler le monde de la mort, le monde de la tombe, le monde de la résurrection, les problèmes des hommes au moment de rendre des comptes et de répondre aux questions divines ; c'est un des thèmes évoqués dans les prières du mois béni de ramadan. Pour nous, nous qui assumons des responsabilités, cela s'avère très important ; le facteur qui contrôle l'homme et qui veille sur lui, est parmi tant d'autres, de prendre en considération ces mondes. Que nous sachions « Chose du poids d'un atome ne Lui échappe » (verset 3, sourate 35, Saint Coran) ; un petit geste, une petite pause, un petit acte, une petite parole, rien n'échappe de Celui qui fait les comptes post-mortem ; on nous interrogera ; cela influe énormément sur notre conduite, notre parole et nos gestes.
Il est dit dans la prière Abi Hamza : « Tout un chacun pourrait avoir connu cet état d'âme » ; nombreux sont ceux qui ont perçu l'agonie chez autrui, cet instant où la mort est proche des autres ; vous et moi, nous ne disposons pas de nous-mêmes dans ces instants ; personne n'y est plus proche de nous que Dieu. « Cela dont Nous sommes plus près que vous-mêmes – mais vous n'observez pas - » (verset 85, sourate 56, Saint Coran). Personne ne pourra nous sauver en cet instant du gouffre abyssal qui s'ouvre devant nous sauf nos œuvres bonnes et la grâce divine. Nous disions : dans cette prière on sollicite Dieu le Tout-puissant « Aie pitié de nous à cet instant »; quand on nous fait l'ablution après la mort, que Dieu sublime nous gratifie en ce moment-là et qu'Il ait pitié de nous. Nous sommes impuissants entre les mains de celui qui accomplit le rituel de l'ablution ; cela arrivera à chacun de nous, vous et moi ; personne n'en sera épargné ; cela est réservé à tout le monde. Rappelez-vous toujours cet instant.
On nous soulève, on nous porte sur les épaules, on nous conduit vers notre place éternelle et permanente. On nous met dans le sépulcre. C'est un rappel. Il ne faut pas oublier ces états ; il faut qu'ils soient devant nos yeux. C'est une des raisons de recommandation qui nous conseille de nous rendre au cimetière et nous recueillir sur la tombe des morts. Il y a des gens qui n'aiment pas que l'on leur rappelle la mort ; non c'est un diagnostic, c'est un médicament ; c'est le remède à notre égoïsme, à nos ignorances, à nos désirs voluptueux. Dans un autre passage de la prière d'Abi Hamza, il est dit : en cet instant où nous sommes impuissants face à la question divine, nous n'avons plus d'argument ; ce ne sera plus comme ici où nous pourrions écarter l'autre partie en exploitant son ignorance, et ses sentiments. Là tout est clair et évident, pour Celui qui nous interroge ; souvenons-nous de cet instant. Il est dit dans autre passage : « je m'afflige sur mon état, sortant tout nu de ma tombe » - récitez avec une grande attention cette prière à l'aube au mois de ramadan. Chacun ne pense qu'à lui-même, personne ne m'aidera là-bas.
Tous les croyants, ceux qui se sont préservés, qui n'ont pas dévié de la voie du juste, de l'équité, qui ont accompli les devoirs divins sont l'exemple par excellence de cette parole : « Ce jour-là il y a des visages clairs, souriants, brillants » ; il y a ceux qui sont ainsi. « De même qu'il y aura, ce jour-là, des visages pleins de terre, couverts de poussière » (versets 37 à 41, sourate 80, Saint Coran), les versets coraniques s'arrêtent là, dans le texte de la prière, le terme « avili » est aussi ajouté. Certes, il n'y a pas seulement ce thème ; les prières du mois béni de ramadan, à l'instar d'autres invocations, nous conduisent vers la source limpide et douce de la clémence divine.
C'est le mois de l'humiliation, le mois du repentir, le mois de la piété, le mois du rappel de Dieu, le mois de l'auto-édification, le mois de l'éthique. Dans le sermon du dernier vendredi du mois de Shaaban du très vénéré Prophète, il y a des thèmes qui rappellent que ce mois n'est pas uniquement celui de la prière et invocation. Il est aussi le mois de

l'éthique. S'initier à [Ses] vertus et les appliquer : voilà ce auquel nous devons également accorder une grande importance.

En cette réunion très importante et très sensible, j'ai envisagé de parler de trois thèmes. Primo l'économie, à laquelle le président de la République a fait allusion dans ses propos, qui ont été bons ; il a présenté de bons chiffres et statistiques. J'ai aussi mon propre regard à cet égard, je vous en parlerai. Secundo, le nucléaire, auquel est aujourd'hui axé une bonne partie de notre travail, que ce soit sur le plan étranger ou interne. Il y a des points de vue qu'il est impératif que je les évoque ici. Tertio les questions liées à la région dont j'en parlerai, s'il nous reste du temps.

En ce qui concerne l'économie, je commence par le fait que le mois de ramadan est celui de la piété. Qu'est-ce la piété ? La piété est par définition cet état de surveillance permanente qui écarte l'homme de la déviation. La piété est effectivement une armure que l'homme porte, le préservant des préjudices des tirs venimeux et des coups durs spirituels ; cela ne concerne pas indubitablement les questions spirituelles. Comme il est dit dans les versets 2 et 3 de la sourate 65 : « Et quiconque craint Dieu, Il lui assigne une issue, et lui donne une portion d'où il ne comptait pas.», la piété a de nombreux et importants impacts sur les affaires du monde d'ici-bas. C'est la piété individuelle. La même chose s'applique à l'échelle d'une société et d'un pays. Qu'est-ce la piété d'un pays ? Qu'est-ce la piété d'une société ? Une société, surtout si cette société à l'instar de celle de la République islamique a des idéaux sublimes, est la cible d'assaut ; elle est attaquée par des tirs venimeux ; cela a aussi besoin de la piété. Qu'est-ce la piété de la société ? On pourrait définir la piété sociale dans différents secteurs ; en ce qui concerne le secteur économique, la piété de la société est l'économie de résistance. Si dans la perspective économique, nous souhaitons nous préserver des secousses des événements mondiaux ou face aux flèches venimeuses des politiques hostiles, nous sommes obligés d'avoir recours à l'économie de résistance. L'économie de résistance est un facteur de consolidation face à ceux et aux puissances qui emploient toute leur capacité économique, politique, médiatique et sécuritaire pour porter atteinte à cette nation, à ce pays et à cet Ordre. Une des voies qu'ils ont trouvée pour l'heure, c'est l'infiltration via l'économie. Il fait des années que nous avons donné cet avertissement ; les responsables, chacun dans la mesure de sa compétence, ont bien travaillé ; or il nous incombe d'œuvrer avec toute notre capacité dans le sens de l'économie de résistance ; c'est notre piété sociale sur le plan économique.

Ce modèle ne se limite pas à nous seuls ; il y a d'autres pays qui envisagent de mettre en œuvre le modèle de l'économie de résistance ; ils l'ont choisi et ils en ont même vécu les conséquences. Le point central de l'économie de résistance consiste à la croissance endogène en parallèle de variable exogène. La croissance endogène ne doit pas être prise pour la tendance à l'isolement ; il s'agit de croissance endogène avec un regard vers l'extérieur et avec la tendance vers l'extérieur de la société mais à l'appui des compétences internes et des capacités intérieures dont je vais maintenant parler. Nous en avons déjà beaucoup parlé.

Les politiques de l'économie de résistance qui sont élaborées et notifiées, n'ont pas vu le jour soudainement, ne sont pas montées de toute pièce et ne reposent pas sur un point de vue personnel ; c'est le produit de la raison collective ; c'est le fruit de longues consultations. Lorsque l'économie de résistance avec ces mêmes spécificités a été communiquée et évoquée dans les médias, les amis et les collègues au sein du gouvernement ont lancé des activités dans ce sens, ils l'ont reprise, ce qui a été confirmé par de nombreux économistes ; ils s'y sont appuyés et c'est ainsi que l'expression de « l'économie de résistance » est introduite dans le lexique de l'économie du pays et a su se frayer une place de choix dans le discours politique du pays. Ce qui témoigne de la justesse et de l'invulnérabilité de cette voie.

L'économie de résistance est à l'opposé du modèle désuet dicté par les puissances pour les pays soi-disant en voie de développement ou du tiers-monde. Ils ont dicté un modèle – je ne veux pas expliquer maintenant ce modèle – comme quoi si ces pays du tiers-monde souhaitaient s'assurer la croissance économique et la prospérité et s'ils voulaient être au niveau de l'économie mondiale, ils devraient suivre ce modèle qui s'appuie essentiellement sur le regard vers l'extérieur. Cette économie de résistance se trouve aux antipodes de ce modèle ; l'économie de résistance est totalement à l'opposé de ce que ce modèle désuet stipule et répète. On en parle toujours par-ci par-là ; l'économie de résistance s'appuie sur les capacités internes. Il se pourrait qu'il y ait des gens qui croient que c'est un modèle approprié mais qui doutent que l'on puisse le réaliser. Je dis avec fermeté que ce modèle est réalisable dans notre pays ; le modèle de l'économie de résistance est totalement réalisable dans les conditions actuelles de notre pays.

Les potentialités dont nous disposons pour cette affaire sont de nombreuses capacités qui ne sont pas exploitées, en

l'occurrence la main d'œuvre ; autrement dit sont nombreux dans notre pays les jeunes lettrés, dotés d'expertise et de confiance en soi ; c'est un bienfait de la Révolution islamique. Bien entendu si les politiques erronées ne conduisent pas notre société vers la vieillesse. Pour le moment c'est ainsi, pour le moment un chiffre considérable de notre main d'œuvre embrasse les jeunes de 20 à 24 ans, des jeunes qui ont fait des études, qui ont de bonnes dispositions mentales et intellectuelles, qui jouissent d'un bon moral et qui ont confiance en soi. Nous avons 10 millions de diplômés des universités ; plus de quatre millions d'étudiants suivent leurs études, ce qui est 25 fois plus que le début de la Révolution. Depuis l'avènement de la Révolution jusqu'à présent notre population a redoublé et la population étudiante est 25 fois plus par le passé ; ce qui fait la fierté de la Révolution islamique ; c'est un capital humain, c'est une occasion en or.

L'autre potentiel réside dans la place économique de notre pays. Les chiffres officiels mondiaux sont éloquents : le 20e rang dans l'économie mondiale appartient à la RII ; nous sommes au 20e rang et nous avons également le potentiel nécessaire pour parvenir au 12e rang ; car sont nombreuses les capacités du pays qui ne sont pas encore exploitées ; nous avons des ressources naturelles, nous avons du pétrole ; nous occupons la première place mondiale en ce qui concerne le gaz et le pétrole ; l'ensemble de pétrole et de gaz de notre pays est plus que les autres ; nous avons également de nombreux autres gisements et mines.

Un autre potentiel est la situation géographique privilégiée de notre pays ; géographiquement parlant à l'échelle régionale et mondiale, nous sommes le point de jonction du nord et du sud, de l'est et de l'ouest ; ce qui revêt une importance extraordinaire pour le transit, et le transport de l'énergie et de marchandises.

Un autre potentiel est notre voisinage avec 15 pays embrassant 370 millions d'âmes, autrement dit un marché à proximité, sans besoin de franchir de longues distances.

Un autre potentiel est notre marché de 70 millions d'âmes ; si nous concentrons ce même marché intérieur à la production nationale, la production sera totalement évoluée.

Un autre potentiel réside dans les infrastructures essentielles dont l'énergie, le transport ferroviaire, routier et aérien, les télécommunications, les centres commerciaux, les centrales, les barrages ; ce sont donc des infrastructures qui sont créées des années durant grâce aux gouvernements et au peuple, des infrastructures dont nous disposons aujourd'hui.

Il faut ajouter à tout cela les expériences à l'échelle gestionnaire, puisque ces mêmes expériences nous ont beaucoup aidés, ces dernières années à nous assurer la croissance des exportations non-pétrolières ; comme l'a présenté le président dans le bilan de l'an 1393 (2014) ainsi que les années passées, la croissance des exportations non-pétrolières du pays est bien concrète ; ce qui est un modèle.

Ces potentiels existent dans le pays ; évidemment c'est une partie des potentiels. Les experts qui discutent avec nous, et qui rédigent parfois pour moi des comptes rendus, ont établi une longue liste des potentialités qui pourraient être utiles pour le pays, tout cela est juste, il faut exploiter toutes ces potentialités.

Le problème actuel de notre pays n'est pas dans le fait que nous n'avons pas de projet, nous n'avons pas de bonne idée ; notre problème consiste au fait que nous ne poursuivons pas dûment l'idée juste et le projet juste ; voilà l'essentiel du problème. Dans les milieux élites aussi cela se répète : le problème de la République islamique n'est pas l'absence de bonne idée ; on parle beaucoup de bonnes idées, le problème c'est que ces bonnes paroles et idées devront être appliquées pour obtenir des résultats tangibles ; il nous faut en voir objectivement et concrètement les résultats.

Oui, les défis existent ; ces défis engendrent des collisions, de l'érosion, des problèmes ; il faut relever ces défis.

Un de ces défis réside en nous-mêmes : un regard simpliste et superficiel envers les problèmes ; nous nous contentons à ce que nous accomplissons et nous ignorons la profondeur du problème.

Les débats intellectuels ne pourront pas faire avancer les affaires ; il faut agir ; la négligence est un de grands défis. Parfois les conclusions sont longues, ce qui déçoit un certain nombre de gens. C'est un autre défi. Les grands travaux pourraient porter fruit parfois pour toute une génération, il faut donc persévérer, il faut agir. Nombreuses sont les tâches qui, si nous avions commencé dix ans ou quinze ans plutôt, auraient porté fruit aujourd'hui. En ce jour où on a parlé du mouvement scientifique au sein des universités, personne ne s'imaginait que ce mouvement scientifique qui a vu le jour en ces dix ou quinze ans, puisse être créé ; nos enseignants, nos scientifiques, nos universités, nos jeunes doués ont tous travaillé. Aujourd'hui, en comparaison avec douze ou treize années plus tôt, nous avons accompli un mouvement scientifique important, nous avons enregistré dans certaines branches des progrès

spectaculaires qui sont mêmes surprenants. On entame aujourd'hui une tâche et ce sera dans quinze ans, vingt ans, que nous en obtiendrons le résultat.

Un autre défi réside dans les voies parallèles et faciles mais dangereuses. Je n'oublie pas qu'à l'époque où j'étais président de la République – il y a 25 ans – on obtenait avec une grande difficulté aux Européens, un produit dont avait besoin la société, alors que les Africains avaient le même produit, de bonne qualité en plus, [or] les amis concernés n'étaient pas disposés. On le recommanda, on y insista, on le confirma lors d'une réunion mais c'était difficile ; travailler avec l'Europe n'était plus facile : une voie parallèle facile mais en même temps nuisible, une voie qui nous coince, qui affaiblit les amis, qui renforce les ennemis et qui met les rênes des affaires du pays entre les mains de ceux qui, dans le cœur, nous sont hostiles.

Un autre défi, c'est cette idée selon laquelle si nous renoncions à nos principes idéologiques, aux principes idéologiques de l'Ordre de la République islamique, les voies seraient ouvertes, les portes fermées s'ouvriraient, ce qui est une grande erreur fondamentale. Certes nos frères au gouvernement agissent avec engagement et croyance ; ils ont vraiment foi en la Révolution, ils croient en les bases de la Révolution, ils croient en les principes de la Révolution, nous ne leur reprochons rien ; or il y a dans l'ensemble des responsables, ceux qui s'imaginent si nous cédions certains de nos principes et bases, de nombreuses portes nous seraient ouvertes ; ce alors que ce n'est nullement comme ça ; c'est une grande erreur et nous avons remarqué les conséquences de cette erreur chez certains pays que je ne nomme pas, durant ces dernières années. La voie de progrès est la fermeté, l'insistance sur les bases.

Un autre défi c'est que l'on s'imagine que le peuple ne peut pas supporter ; non ! le peuple a supporté les problèmes ; si le peuple est bien instruit, si on explique en toute honnêteté les vérités des affaires au peuple, notre peuple qui est fidèle, ne cèdera pas, il résistera.

Un autre défi, c'est douter de ses propres compétences. Le fait de ne pas faire confiance aux jeunes scientifiques, de ne pas faire confiance aux ensembles populaires et publiques dans les affaires économiques, est un défi. Il faut avoir confiance, il faut introduire le peuple dans les immenses courants économiques.

Enfin ce qui est nécessaire à propos des questions liées à l'économie de résistance, c'est la détermination ; il nous incombe à tout un chacun de réaliser dans le sens vrai du terme et avec une ferme volonté, l'économie de résistance. Il nous faut aussi éviter la négligence et la paresse ; et nous appuyer sur la gestion djihadiste. En les premières années de la Révolution à l'époque de la guerre et tout au long de ces trente et quelques années, là où nous nous sommes appuyés sur la gestion avec l'esprit de Jihad, nous avons réussi. Il se pourrait qu'une telle gestion ait aussi parfois des pertes mais ce qui est sûr c'est qu'elle fera des progrès et qu'elle fait avancer les affaires. A l'appui de la puissance divine et du recours au Seigneur le Très-haut, il faut faire avancer le travail avec raison et sagesse, sans hésitation et ni crainte et avec une ferme volonté, voilà ce qu'on peut dire de la gestion dans l'esprit de Jihad. Il est bien entendu nécessaire de propager en permanence la culture conforme à l'économie de résistance ; tout le monde, la Radiotélévision, les responsables de la presse et des médias, les responsables gouvernementaux, les responsables du pouvoir législatif, les prédicateurs de la prière du vendredi partout dans le pays, quiconque a une chaire, pourra s'adresser au peuple et propager la culture conforme à l'économie de résistance, en l'occurrence économiser et consommer les produits locaux. Certes en ces deux cas, on s'adresse surtout au gouvernement qui est l'un des plus importants consommateurs dans le pays. Il revient au gouvernement d'insister et de se sentir responsable d'utiliser les produits iraniens. Parfois on dit qu'un quelconque article n'a pas la qualité de l'article étranger, pas de problème ; si nous voulons que cet article soit de grande qualité, il faut aider le producteur. Si nous l'aidons, il pourra promouvoir la qualité du produit sinon il perdra au fil des jours sa qualité. Empêcher sérieusement les importations illogiques est une de ces mesures nécessaires ; confronter sérieusement la contrebande est une de ces mesures nécessaires ; s'occuper davantage des petites et moyennes entreprises – sur lequel j'ai insisté dès le début de l'année en cours – est une de ces mesures nécessaires ; réviser les politiques monétaires et les activités du système bancaire du pays, ce à quoi j'ai aussi fait allusion au début de l'année, les experts ont à ce propos d'importantes choses à dire qu'il faut entendre et prendre en considération. Ce sont des mesures qu'il nous incombe d'accomplir.

Evidemment la condition sine qua non à la réalisation de tout cela réside dans la solidarité et l'unité, cette même cohérence dont le Président de la République a parlé. Il faut aider le gouvernement, il faut assister les responsables car ce sont eux qui accomplissent la tâche ; il faut éviter les hostilités vaines, il faut s'écarter des affaires marginales, cela de la part de chaque partie qu'il soit, est inadmissible et défavorable. Que tout le monde aide afin que ce mouvement immense porte ses fruits, Dieu le veut. Voilà ce que nous voulons dire à propos des questions

économiques. J'ai la ferme conviction que nous sommes en mesure d'accomplir de grandes choses sur le plan économique ; nous pouvons espérer que, Dieu le veut, nous franchirons ce passage dangereux.
A propos du nucléaire, j'évoquerai trois points en guise d'introduction, ensuite j'en parlerai.
En premier lieu, tout ce que je dis ici et en public, ce sera à la lettre ce que je dis en privé aux responsables, au Président de la République et aux autres. Cette ligne propagandiste dont nous sommes témoins qu'ils suivent, comme quoi les lignes rouges qui sont officiellement annoncées, sont ignorées dans le privé, est fausse. Les propos que nous exprimons ici ou dans les réunions publiques, sont totalement identiques à ce que nous disons aux amis, aux responsables et à l'équipe négociatrice ; les propos sont identiques.
En second lieu, j'estime l'équipe négociatrice – ces amis qui se sont chargés pendant tout ce temps de lourd fardeau –probe, honorable, courageuse et croyante ; que tout le monde sache, la majorité de ceux qui sont ici présents, ne savent rien de la teneur des négociations ; si vous étiez au courant de la teneur des négociations et de ce qui se passe dans les assises, vous auriez certainement reconnu ce que je viens de dire. En outre, je connais de près certains des membres de l'équipe négociatrice tandis que pour d'autres, je connais de loin leurs antécédents. Ce sont des gens croyants et probes. Ils sont probes ; leur intention est de faire avancer les affaires du pays, de défaire les nœuds, ils se sont attelés à cette tâche. Pour être juste, ils se distinguent par leur honneur national et ils sont courageux puisqu'ils se trouvent en face d'une foule de personnes – je ne voudrais pas dire ici la véritable expression adéquate, car parfois il y a des expressions qui sont vraiment dignes à ceux qu'elles s'adressent mais ce n'est pas digne de les prononcer – pour être juste, il faut dire qu'ils expriment avec un grand courage et la plus haute précision leurs positions et ils en font le suivi.
En troisième et dernier lieu, je dois dire que je ne suis pas contre la critique, il n'y a aucun problème ; la critique est nécessaire et elle aide, nonobstant il faut tenir compte de ce point que critiquer est beaucoup plus facile qu'agir. Nous constatons facilement les fautes et les carences de l'autre partie, alors que l'on ne voit pas les dangers auxquels elle est exposée, ses épreuves, ses préoccupations et ses problèmes. Comme si vous êtes près d'une piscine et vous regardez alors que pendant ce temps une autre personne se trouve sur le plongeoir à dix mètres de hauteur et qu'il veut faire un plongeon. Bon il saute enfin, quant à vous qui êtes debout près de la piscine vous dites : oh ! Voilà sa jambe a fléchi, son genoux a fléchi ; c'est un défaut ; oui c'est un défaut ; mais prenez la peine de monter sur le plongeon et regarder du haut de ces dix mètres l'eau ; et c'est à ce moment-là que vous pouvez juger ! Critiquer est très facile. Que mes propos n'empêchent pas la critique ; critiquez mais faites attention que ces critiques se fassent dans la perspective du fait que l'autre partie pourrait être consciente des défauts que nous mentionnons, [mais] les impératifs les ont amenés à de tels résultats ou bien pour tout autre raison. Il va de soi que je ne voudrais pas dire qu'ils sont infaillibles ; non ils ne sont pas infaillibles ; il se pourrait que l'humain se trompe dans son discernement ou dans l'acte, mais l'important c'est que nous avons foi en leur probité, en leur croyances religieuses, en leur honneur et en leur courage. Voilà les trois points nécessaires que j'ai évoqués dans l'introduction de mes propos.
Je vais présenter une brève historique de ces négociations, qui sont effectivement au-delà de nos pourparlers avec les 5+1, ce sont des négociations avec les Américains. Ce sont les Américains qui ont demandé ces négociations. Cela remonte à l'époque du 10e gouvernement. Ces négociations ont commencé avant ce gouvernement. Les Américains ont demandé ; ils ont envoyé un médiateur ; une figure très honorable de la région s'est rendue ici et il m'a rencontré ; il a dit que le président américain l'avait contacté et l'avait sollicité. Il avait dit que « nous voulons régler la question nucléaire avec l'Iran, nous voulons abroger les sanctions. » Ses propos comprenaient deux points essentiels : primo il a dit que nous reconnaissons l'Iran en tant que puissance nucléaire ; secundo nous lèverons progressivement en six mois les sanctions. Asseyez-vous donc à la table des négociations et discutons afin que cette affaire soit réglée. J'ai dit à ce médiateur honorable que nous n'avons pas confiance aux Américains, on ne peut pas se fier à leur parole. Il répondit : essayez donc. Nous avons dit : très bien, nous allons encore une fois essayer ; c'est ainsi que les négociations ont commencé.
Je rappelle un point à l'adresse des responsables du pays, que tout le monde fasse attention : dans les conflits mondiaux, la logique du conflit mondial nécessite que nous envisagions deux champs de bataille. Un chantier qui serait le terrain de réalité et d'action, il s'agit donc du champ principal. Dans ce chantier de réalité, dans ce chantier d'action, le responsable qui cherche à agir, y produit des avoirs ; l'autre chantier est celui de la diplomatie et de la politique ; sur ce chantier de la diplomatie, de la politique et de la négociation on transforme les avoirs en concession pour le pays dans le sens des intérêts nationaux. Si l'on est les mains vides dans le premier chantier, on ne pourra

donc rien faire dans le second. Il faut être tenant sur le premier chantier – c'est-à-dire le chantier de l'action et de la réalité – des acquis, des biens.

Le jour où nous nous sommes engagés dans ces négociations, nous avions un acquis admissible et important. Nous étions conscients que nous avons haut la main. Notre acquis en ce jour-là était parmi tant d'autres, le fait que nous avions pu, en dépit du refus de toutes les puissances nucléaires du monde de mettre à notre disposition le combustible à 20% pour le centre de recherches de Téhéran – dont nous avions besoin pour les radio-médicaments – produire, dans des conditions d'embargos, le combustible à 20%, ensuite nous avons transformé ce combustible à 20% en des plaques de combustible et nous les avons utilisées. Echec et mat, la partie adverse en resta abasourdie ! C'est un long récit ; il se pourrait que certains d'entre vous soient au courant ; ils n'ont pas accepté, au terme des négociations marathon, de nous vendre le combustible à 20% et même de permettre de nous fournir chez d'autres parties. Nous avons donc décidé de le produire dans le pays ; nos jeunes, nos scientifiques, cette couche laborieuse, pleine d'espoir qui a confiance en soi, ont surpris la partie adverse ; ils ont produit le combustible à 20%. Comme vous le savez, je l'ai déjà dit que dans le processus de l'enrichissement nucléaire, la partie importante et difficile du travail consiste à commencer de 3% et 4% pour parvenir à 20% ; tandis que de 20% à 90% est un processus très facile ; lorsqu'on est parvenu à 20%, les étapes ultérieures seront très faciles, la partie importante et difficile concerne le processus de 3,5% vers 20%. Nos jeunes ont parcouru cette voie difficile et ils ont produit le combustible à 20% ainsi que la plaque de combustible ; c'était un de nos acquis. C'est dans un tel état d'esprit que nous nous sommes engagés dans les négociations. La stratégie de résistance et d'endurance face aux pressions avait marché. Les Américains ont reconnu que les sanctions étaient inefficaces ; comme ils en ont fait allusion. C'est une analyse totalement juste. Les Américains ont conclu que les sanctions n'avaient plus l'effet qu'ils souhaitaient. Ils ont donc cherché une autre voie – faute du temps je dois parler plus rapidement – ils ont compris que nous avions su maîtriser sans dépendre de quiconque, la technologie de haute gamme ; quant à nous, suivant cette logique, nous confiant à la grâce divine, nous nous sommes engagés dans les négociations.

Certes, nous restions très attentifs. Dès le début, notre regard envers les négociateurs et la partie américaine était très dubitatif ; conformément à nos expériences d'antan nous n'avions pas confiance en eux. Par conséquent, dès le début, nous avions une attitude réservée. Nous pensions que s'ils tiennent leur parole, eh bien il n'y aura pas de problème ; nous étions même prêts à en payer les frais ; en d'autres termes, nous ne sommes pas d'avis que les négociations n'ont aucun frais. Il n'y aura aucun demi-tour dans une partie des sujets de négociations ; non, nous étions même prêts à payer les frais dans la mesure juste, raisonnable et logique ; mais nous disons que par « bon accord », nous entendons un accord juste et équitable. Eux, ils entendent par un « bon accord », un accord maximaliste. Dès que nous avons progressé un peu dans les négociations, le maximalisme des messieurs a commencé ; chaque jour avait son propre lot de dire et de prétexte ; six mois se sont transformés en un an ; cela devient plus long, les négociations prenaient des formes les plus variées ; marchandage et maximalisme rendaient plus longues les négociations. Ils ont menacé ; ils ont menacé à durcir les sanctions et même ils ont brandi la menace de l'option militaire ; ils ont proféré de telles menaces ; sur la table, sous la table ; des propos que vous avez entendus ; voilà la conduite de ces messieurs jusqu'à présent.

Quiconque étudie le processus des revendications des Américains pendant tout ce temps, quiconque s'attarde sur la qualité de leurs dires, parviendra à un tel résultat. Un ou deux points essentiels se posent ici : leur objectif est d'éradiquer l'industrie nucléaire du pays ; voilà leur objectif. Ils sont en quête de cet objectif ; leur intention est d'anéantir la nature nucléaire du pays même s'il en reste un nom, un tableau sans contenu, une caricature. Ils ont l'intention de torpiller le mouvement nucléaire du pays, d'empêcher que l'industrie nucléaire de tout un pays avec les objectifs que la RII s'est tracés, se réalise. Nous annonçons que nous devons disposer, dans un délai déterminé, de 20 mille mégawatts d'électricité nucléaire ; le pays en a besoin ; 20 mille mégawatts d'électricité nucléaire représentent un besoin vital du pays ; ce sont les calculateurs du pays qui ont établi ce chiffre. Certes, il y aura également en marge de nombreux intérêts et la réalisation d'autres besoins du pays ; ces gens-là voudraient que cela ne se réalise pas. Alors qu'ils veulent détruire cette industrie, ils cherchent en même temps à maintenir les pressions ; ils n'ont pas l'intention d'abroger entièrement – comme vous le constatez – les sanctions ; ils menacent qu'ils durciraient mêmes les sanctions. Voilà un premier point.

Le deuxième point c'est que notre partie adverse, autrement dit l'actuelle administration américaine a besoin de cet accord ; voilà un autre aspect de l'affaire ; ils en ont besoin ; ce sera une grande victoire pour eux s'ils parviennent à

leur objectif ici. Ce qui est en vérité la victoire sur la Révolution islamique ; la victoire sur une nation qui se dit indépendante ; la victoire sur un pays qui pourrait être un modèle pour les autres ; l'appareil administratif américain a besoin de cet accord. Toutes les discussions, tous les marchandages, toutes les promesses non-tenues, toutes les tricheries des messieurs pivotent autour de ces deux thèmes.
Nous avons dès le début agi avec logique, nous avons parlé avec logique ; nous n'avons pas de visées maximalistes ; nous avons dit : la partie adverse nous a imposé des sanctions injustes, nous voulons que ces sanctions soient levées ; très bien ce sont des affaires ; nous acceptons de donner quelque chose et d'obtenir en contrepartie une chose afin que les sanctions soient levées ; or l'industrie nucléaire ne devra pas s'arrêter, elle ne devra subir aucun préjudice ; c'est notre parole initiale, nous avons dès le début dit cela et nous l'avons dit jusqu'à maintenant.
Les principales lignes rouges qui ont été définies, sont celles que je vais expliquer. Nous avons mentionné des points principaux ; les plus importants sont ceux-là ; bien entendu il y en a d'autres.
L'un des points c'est qu'ils insistent sur des restrictions de longue durée ; nous avons dit que nous n'acceptons pas la restriction de dix ou douze années ; dix ans est toute une vie ; tout ce que nous avons obtenu, a été réalisé en dix ans ! Oui, les antécédents nucléaires du pays sont beaucoup plus que cela ; il est évoqué parfois dans certains propos, mais en les premières années on n'a pas fait en vérité grande chose. Le travail essentiel concerne ces dix ou quinze dernières années ; nous rejetons la restriction de dix ans ; nous avons dit à l'équipe négociatrice, le nombre des années déterminées que nous admettons ; nous avons dit combien de restrictions nous admettons ; nous avons déterminé le nombre des années de restriction ; nous n'admettons pas dix ou douze ans, ces choses dont parlent ces messieurs.
En ce même intervalle de restrictions que nous admettons, la recherche, le progrès et les travaux de construction devront se poursuivre ; voilà une des lignes rouges sur laquelle les responsables devront s'appuyer. Ils ont dit que nous refusons de renoncer à la recherche et au progrès. Ils disent la vérité. Alors que la partie adverse dit autre chose ; elle dit : Ne faites rien pendant dix ou douze ans ou même plus ; vous pouvez au terme de ce délai commencer à produire, à construire ! Une telle parole est une double tyrannie, une parole doublement erronée.
Un autre point essentiel est : je réaffirme que les sanctions économiques, financières et bancaires, que ce soit celles qui sont en rapport avec le Conseil de sécurité, ou celles qui sont liés au Congrès américain, ou celle qui concerne l'administration américaine, toutes devront être annulées sans faute au moment de la signature de l'accord. Et les autres sanctions devront être annulées dans des intervalles raisonnables. Les Américains évoquent à propos des sanctions une formule compliquée, de plusieurs couches et bizarre, une formule dont les profondeurs ne sont pas perceptibles ; ce qui sort de cette formule, reste incertain. J'ai affirmé que je suis direct dans mes propos, je ne connais pas beaucoup les expressions diplomatiques ; nous parlons franchement ; ce que nous disons, c'est ce que nous pensons.
Un autre point essentiel c'est que l'abrogation des sanctions n'est pas subordonnée aux engagements de l'Iran. Ils ne peuvent pas dire : détruisez le réacteur d'eau lourde d'Arak, réduisez vos centrifugeuses à un tel nombre, faites ceci faites cela, après les avoir accomplis, ce sera au tour de l'Agence de témoigner et de confirmer que vous dites la vérité et que vous avez accompli tout cela, ensuite nous annulerons les sanctions ! Non, nous n'acceptons absolument pas cela ; l'abrogation des sanctions n'est pas subordonnée à l'application des engagements de l'Iran. Bien entendu, l'annulation de sanctions a ses propres étapes exécutives, nous l'admettons ; les procédures exécutives de l'annulation des sanctions devront être en correspondance avec celle dont l'Iran se charge ; une partie en contrepartie de l'autre.
Un autre point essentiel c'est que nous sommes contre le fait de référer chaque démarche au rapport de l'Agence. Nous sommes pessimistes envers l'Agence ; l'Agence a montré qu'elle n'est ni indépendante ni juste. Elle n'est pas indépendante parce qu'elle est sous l'influence des puissances ; elle n'est pas juste [car] elle a agi à maintes et maintes reprises à l'encontre de la justice. En outre lorsqu'ils disent que « l'Agence devra s'assurer qu'il n'y a pas d'activités nucléaires dans le pays » est une parole irraisonnable. Eh bien, comment voudrait-elle s'en assurer ? Que veut dire en fait « s'assurer » ? Sinon qu'ils passent à peigne fin toutes les maisons et chaque parcelle du pays ! Comment pourrait-on s'en assurer ? Référer à cette question n'est ni logique ni juste.
Je n'admets pas les inspections non-conventionnelles ; je n'accepte pas qu'on interroge les personnalités, je suis contre ; je n'accepte pas aussi l'inspection des centres militaires, comme nous l'avons dit auparavant ; les calendriers de 15 ans et de 25 ans – ils disent en permanence 15 années pour une telle chose, 25 années pour une telle chose – nous refusons ces calendriers ; c'est évident que cela a un début et une fin, et s'achèvera.

Voilà, c'étaient les points importants et essentiels sur lesquels nous insistons ; certes les lignes rouges ne se limitent pas à cela ; les négociateurs sont au courant de nos points de vue ; nous avons parlé avec eux des détails ; [bien entendu] à propos des détails et des choses où j'interviens ; il y a de nombreux détails où je n'interviens pas.
Nous voulons parvenir à un accord. Si quelqu'un dit que parmi les responsables de la République islamique, il y a ceux qui ne souhaitent pas conclure un accord, il aura dit le contraire ; que tout le monde le sache. Les responsables de la République islamique – moi-même, le gouvernement, le parlement, la Justice, les différents appareils sécuritaire, militaire etc. - nous sommes tous unanimes et nous sommes de même avis qu'il faut conclure un accord ; tout le monde est aussi unanime sur cette idée que l'accord devra être honorable, que les intérêts de la République islamique y devront être minutieusement respectés ; il n'y a donc aucun désaccord à ce propos ; le gouvernement, le parlement, moi-même et les autres, nous sommes tous unanimes à ce sujet ; nous avons la même opinion. L'accord doit être juste et assurer les intérêts de la République islamique.
Rappelons aussi ce point que nous voulons que les sanctions soient annulées et levées ; notre objectif dans les négociations est l'abrogation des sanctions ; nous voulons sérieusement que les sanctions soient annulées ; mais en même temps nous considérons ces sanctions comme une occasion. Que certains ne s'étonnent pas comment se fait-il que l'embargo soit une occasion ? Comment l'embargo – cette chose si abjecte – se fait-il une occasion ? Ces sanctions ont fait que nous nous retrouvions ; ces sanctions ont fait que nous pensions à notre force interne, que nous cherchions nos propres capacités ; le fait d'importer tout de l'extérieur avec l'argent du pétrole est pour un pays tel que le nôtre, le plus grand fléau, le plus grand problème, auquel malheureusement notre pays était aux prises avant la Révolution et se poursuit toujours dans une certaine mesure, ce que nous devons interrompre. Nous voulons exploiter nos propres potentiels sur les différents plans scientifiques, technologiques et dans d'autres domaines. Dieu le veut, ce sera également ainsi à propos de l'économie. Voilà, c'était ce que nous voulions dire au sujet du nucléaire.
Nous voudrions aussi évoquer des points à propos des questions de la région, mais comme on le constate c'est l'heure de l'azzan, l'appel à la prière ; je ne vous retiens plus.
Ô Seigneur ! Par le nom de Mohammad et de la famille de Mohammad, fais de sorte que tout ce que nous avons dit et entendu soit sur Ta voie et pour servir Tes serviteurs ; accorde-nous des intentions pures. Ô Seigneur accorde Ta grâce aux responsables, à ceux qui travaillent au sein du gouvernement, du parlement, de la Justice, des forces armées ; accorde-leur Ta mansuétude et Ta guidance.
Va salam alaykoum va rahmat Allah